



Strasbourg, 22 December / le 22 décembre 2025

CDL-PI(2025)022
Or. Engl. / Or. angl

EUROPEAN COMMISSION FOR DEMOCRACY THROUGH LAW
OF THE COUNCIL OF EUROPE
(VENICE COMMISSION)

COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT
DU CONSEIL DE L'EUROPE
(COMMISSION DE VENISE)

Information on the follow-up to

Report on Term Limits – Part I – Presidents [\(CDL-AD\(2018\)010\)](#)

presented at the 145th Plenary Session (Venice, 12-13 December 2025)

Informations sur les suites données à

**Rapport sur les limitations de mandat – Partie I – Présidents
[\(CDL-AD\(2018\)010\)](#)**

présentées lors de la 145^e session plénière (Venise, 12-13 décembre 2025)

- **Report on Term Limits – Part I – Presidents** ([CDL-AD\(2018\)010](#))

At the request of the Organization of American States, in 2018 the Venice Commission prepared a report on the term-limits of Presidents of States, in which it found that such term-limits protect other constitutional principles such as checks and balances and the separation of powers, and do not unduly restrict aspirant candidates or voters' human and political rights.

On 13 May 2025, the Plenary Session of the Plurinational Constitutional Court of Bolivia issued [Constitutional Ruling 0007/2025](#) in which it determined that no Bolivian citizen - under any circumstances - may hold the elected office of President or Vice-President more than twice, whether continuously or discontinuously. In its relevant parts, the ruling quotes the Venice Commission's report findings on the non-existence of a human right to re-election and stating that limits to re-election do not restrict candidates and voters' human and political rights (see in particular Section III.3.4 of the Constitutional Court's ruling).

Of interest the following findings of the Court: “[A]lthough the opinion expressed in the aforementioned Venice Commission Report is not legally binding in Bolivia, its doctrinal value cannot be ignored, given that the Commission is composed of academics with recognized expertise in the field of law, and was created as a result of the need to provide support and advice to the new democracies of Central and Eastern Europe in the design of their new constitutions[...]. Therefore, it is understood that the opinions or recommendations issued by the Commission are not based on short-term political interests, but rather constitute valuable contributions to the field of doctrine”.

- **Rapport sur les limitations de mandat – Partie I – Présidents** ([CDL-AD\(2018\)010](#))

À la demande de l'Organisation des États américains, la Commission de Venise a rédigé en 2018 un rapport sur les limitations de mandat des présidents d'État, dans lequel elle a conclu que ces limitations protègent d'autres principes constitutionnels tels que l'équilibre des pouvoirs et la séparation des pouvoirs, et ne restreignent pas indûment les droits humains et politiques des candidats potentiels ou des électeurs.

Le 13 mai 2025, la session plénière de la Cour constitutionnelle plurinationale de Bolivie a rendu [l'arrêt constitutionnel 0007/2025](#), dans lequel elle a déterminé qu'aucun citoyen bolivien ne peut, en aucune circonstance, occuper le poste électif de président ou de vice-président plus de deux fois, que ce soit de manière continue ou discontinue. Dans ses parties pertinentes, l'arrêt cite les conclusions du rapport de la Commission de Venise sur l'inexistence d'un droit humain à la réélection et affirme que les limites à la réélection ne restreignent pas les droits humains et politiques des candidats et des électeurs (voir en particulier la section III.3.4 de l'arrêt de la Cour constitutionnelle).

Les conclusions suivantes de la Cour sont intéressantes : « Bien que l'avis exprimé dans le rapport susmentionné de la Commission de Venise ne soit pas juridiquement contraignant en Bolivie, sa valeur doctrinale ne peut être ignorée, étant donné que la Commission est composée d'universitaires ayant une expertise reconnue dans le domaine du droit et qu'elle a été créée pour répondre au besoin d'apporter un soutien et des conseils aux nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale dans la conception de leurs nouvelles constitutions [...]. Il est donc entendu que les avis ou recommandations émis par la Commission ne sont pas fondés sur des intérêts politiques à court terme, mais constituent plutôt des contributions précieuses dans le domaine de la doctrine ».